

Hébergement d'urgence : l'écran de fumée pour masquer les « laissés pour compte »

Les récentes déclarations du Secrétaire d'État Benoît APPARU quant à la transformation de 4 500 places d'hôtels en logement ne peuvent masquer le désengagement de l'État des politiques d'hébergement d'urgence et ses conséquences humaines et sociales désastreuses.

Les coupes budgétaires à l'encontre du Samu Social de Paris et la démission de son président Xavier Emmanuelli, qui ont fait la une de l'actualité, en sont l'illustration frappante et révèle l'ampleur de la crise. Elles font suite à la décision du gouvernement au mois de mai d'une réduction de 3,3 % des moyens alloués au secteur de l'hébergement. Elles sont le résultat accablant de la volonté dogmatique du gouvernement de réduire l'intervention publique, y compris pour le domaine social.

La CGT dénonce cette réduction des crédits de l'État. La réforme de la politique de l'hébergement d'accueil, directement inspirée d'expériences anglo-saxonnes, qui vise à privilégier l'accès au logement des personnes sans domicile, sans passer par la case de l'hébergement d'urgence jugé trop coûteux par le gouvernement, est un échec absolu.

Par delà les chiffres, cela se traduit concrètement sur le terrain par la réduction du nombre de places d'hébergement, la diminution des heures d'ouverture des centres, la fermeture de points d'accueil, la mise à mal de l'accompagnement social pourtant nécessaire et indispensable pour passer de la rue au logement autonome. Cela se traduit également par le licenciement de salariés et des suppressions d'emplois.

Près de 700 000 personnes sont sans domicile personnel, dont plus de 100 000 personnes à la rue. Aux sans-abri de longue date, ce sont aussi de plus en plus de travailleurs pauvres et leurs

familles qui sont victimes des réductions budgétaires du gouvernement à l'égard des associations qui les aident. La pénurie persistante de logements et la flambée des prix immobiliers ont, en effet, fragilisé un nombre croissant de personnes. Le nombre de décisions de justice prononçant une expulsion a atteint un record historique en 2009, avec 107 000 ménages menacés de se retrouver à la rue.

Au-delà, c'est bien la politique économique conduite par le gouvernement et le Chef de l'État qui est en cause, conduisant à une paupérisation de plus en plus grande des salariés pour répondre aux exigences des entreprises et appétits des marchés financiers. Le refus d'un coup de pouce à l'augmentation du Smic s'inscrit dans cette logique. C'est cette même logique qui est aujourd'hui en œuvre en Europe et qui impose toujours plus d'austérité aux peuples, avec tous les risques de repli identitaire et de montée de l'extrémisme.

Pour la CGT, comme pour d'autres associations et organisations, l'accueil d'urgence et logement ne s'opposent pas. L'un et l'autre sont indispensables dans une société et un modèle économique en crise. L'un et l'autre nécessitent des moyens accrus.

La CGT milite pour une obligation d'accueil digne et adaptée de toute personne sans logis jusqu'à son relogement. Elle œuvre de la même façon pour l'effectivité du droit au logement pour tous, élément fondamental du Vivre ensemble, avec un loyer qui n'excède pas 20 % des revenus.

L'État doit être le garant de ce droit en favorisant des choix budgétaires pour une politique d'hébergement d'urgence, la production de logements sociaux.